

la Directrice Togo. La formation Empretec  
ent la conviction initiée par l'ANGPF, est dirigée par  
agée pour la le Secrétariat du CNUCED à

## le déviance sexuelle, e de contagion ou de aux financièrement dotés prêt à engager de sexe ?

tut sexuel, op-  
au mariage de  
x couples homo  
tion en cas de  
iennes, termes  
désigne, selon  
ou femmes, ont  
mmes politiques  
d'une véritable  
re. Ce mode de  
ronge la société  
elle rime avec  
qui s'impose  
lets de banque  
s mirobolantes  
société prend un  
le taux de  
t adroit dans  
que les lesbiennes  
la plupart épar-  
e contamination  
aux maladies  
missibles est  
se cette couche  
est ainsi que le  
de l'ampleur et  
les coulisses :  
ur couple Gays,  
e la plus ravis-  
ar-là, les homo-  
ur monde avec  
aux. Il suffit de  
les Centres de  
e certaines pré-  
égner de la nui-  
sexuel auquel  
de la forêt n'y

font référence. Des hommes souffrant  
sur des lits d'hôpital, complètement  
déchiqueté par la pratique régulière  
et dont le restant de la vie ne pue  
que de l'enfer. Pendant que les con-  
séquences règlent individuellement  
les comptes, le phénomène avance  
à pas de géant, les autorités politi-  
ques font un « black out » total. Diffi-  
cile d'aborder le sujet, les lois de la  
République étant muette là-dessus.  
L'hésitation est palpable et suscite  
de vives interrogations. Les hommes  
politiques restent prudents pour ne  
pas se mettre à dos une partie de  
l'électorat aussi minime soit-elle et  
c'est de ce mutisme que profitent les  
réseaux mafieux.

Le Togo est loin d'engager  
une bataille farouche contre le phé-  
nomène par contre les homosexuels  
s'exposent à la vindicte populaire  
comme dans certains pays d'Afrique.  
C'est face à cette folie incontrôlable  
que les autorités doivent réagir en  
optant pour une situation de paix par  
la guerre, contexte dans lequel les  
lois de la République sont mobilisées  
pour faire échec à ce statut sexuel.  
Dans le cas contraire, le Togo est mal  
placé pour faire exporter la politique  
occidentale au risque de susciter le  
courroux des dieux si ceux-ci exis-  
tent toujours.

JM Tonyi

représentés, aux promoteurs  
ayant une idée ou un projet de  
création d'entreprise, aux  
banquiers souhaitant maîtriser les

benetique à près de 150.000  
entrepreneurs dans 29 pays du  
monde.

JM Tonyi

## LUCARNE CIVIQUE

# Coup de projecteur sur la CENI : Fonctionnement

*Cette semaine est  
consacrée au fonctionnement de  
la CENI et de ses démembre-  
ments.*

La CENI et les CELI  
peuvent librement faire appel à  
toute personne dont les compéten-  
ces sont nécessaires pour l'accom-  
plissement de leur mission. Pendant  
les opérations de révision des lis-  
tes électorales ou de recensement  
électoral, chaque parti politique  
légalement constitué peut se faire  
représenter auprès de la CENI et  
de ses démembrements par un dé-  
légué ayant voix consultative.

A partir de la publica-  
tion de la liste des candidats, seuls  
les délégués des candidats sont  
admis auprès de la CENI et de ses  
démembrements. Peuvent repré-  
senter les partis politiques et les  
candidats auprès de la CENI et de  
ses démembrements, des citoyens  
régulièrement inscrits sur la liste  
électorale. La gestion administra-  
tive, financière et comptable de la  
CENI est assurée par le bureau  
sous la direction et la responsabi-  
lité du président. Ce dernier est  
l'ordonnateur principal du budget.  
A cet effet, il est mis à sa disposition  
un agent comptable. La gestion fi-  
nancière de la CENI est, quant à  
elle, soumise au contrôle de la Cour

des comptes.

La CENI et ses démem-  
brements se réunissent sur convo-  
cation et sous la direction de leur  
président respectif. La CENI siège  
valablement lorsque neuf (9) de  
ses membres au moins sont pré-  
sents. Ses séances sont publiques.  
Un membre de la CENI peut don-  
ner procuration à un autre à l'effet  
de le représenter à une séance.  
Cette dernière est donnée par écrit.  
Un membre ne peut être porteur  
que d'une procuration. Les déci-  
sions de la CENI sont adoptées par  
consensus. A défaut de consensus,  
il est procédé au vote. Et dans ce  
cas, la majorité requise au premier  
tour est celle qualifiée des deux  
tiers (2 /3) des membres présents.  
A défaut, au second tour, la majo-  
rité relative des membres présents.

Par arrêté de son pré-  
sident portant règlement intérieur  
adopté après délibération de ses  
membres, la CENI fixe les règles de  
son fonctionnement. Elle déter-  
mine, dans le même règlement in-  
térieur, les règles d'organisation et  
de fonctionnement des CELI, de  
ses autres démembrements ainsi  
que celles du Secrétariat exécutif.

Magloire TEKOU